

D 823 GUATEMALA: PROCLAMATIONS GOUVERNEMENTALES
ET TERRORISME D'ÉTAT

Dans le panorama contemporain de l'Amérique latine, le Guatemala a sans aucun doute le triste privilège de la répression la plus barbare qui soit (cf. DIAL 809). Les témoignages des Indiens victimes de cette politique continuent d'affluer, témoignages toujours aussi tragiques.

Un signe supplémentaire de l'ampleur de la répression est la diminution sensible des opérations de la guérilla, pourtant unifiée depuis janvier 1982 (cf. DIAL D 763). Quant à l'opposition politique (cf. DIAL D 771), elle semble démunie de toutes possibilités d'action.

Dans ce contexte, il n'est pas inutile de rappeler quel était le programme politique du général Rios Montt, au moment du coup d'Etat du 23 mars 1982. On lira ci-dessous les quatorze propositions qu'il avait faites à cette occasion. A l'époque d'aucuns le créditaient d'une volonté politique nouvelle, d'autant plus que le langage religieux que tenait le général Rios Montt (il fait partie de la secte "Verbe de Dieu") pouvait donner le change. Aujourd'hui le terrorisme d'Etat ne prend plus pour cible les prêtres catholiques, comme au temps du général Lucas; désormais, "au nom de Dieu", le gouvernement du général Rios Montt fait systématiquement tuer les catéchistes indiens et massacrer les populations rurales.

Note DIAL

LES 14 POINTS DU
PROGRAMME POLITIQUE DE LA JUNTE MILITAIRE
ISSUE DU COUP D'ÉTAT DU 23 MARS 1982

- 1) Faire sentir aux citoyens que l'autorité est au service du peuple, et non le peuple au service de l'autorité.
- 2) Tendre à la réconciliation de la famille guatémaltèque, pour le bien de la paix et de la concorde nationale.
- 3) Rétablir la sécurité et assurer la tranquillité individuelle, sur la base du respect absolu des droits de l'homme.
- 4) Restaurer la dignité des individus et de la nation.
- 5) Faire naître un esprit nationaliste et jeter les bases de la participation et de l'intégration des différents groupes ethniques qui constituent la réalité nationale.

6) Redresser l'économie nationale dans le cadre du système de libre-entreprise, en fonction des nécessités nationales de l'heure.

7) Restructurer le système judiciaire en fonction de la participation des collègues d'avocats, pour l'adapter à la situation en vigueur et pour garantir son fonctionnement sur le plan moral, éthique et légal.

8) Mettre un terme à la corruption administrative et inculquer aux fonctionnaires le véritable esprit de service public qui est nécessaire à tout gouvernement de la nation.

9) Favoriser la naissance, parmi les différents groupes de pression représentatifs de l'activité nationale, une nouvelle manière de penser qui soit réformiste, nationale et tournée vers le développement.

10) Renforcer l'intégration nationale en mettant effectivement à profit la coopération des autres pays et des organismes internationaux, et en faisant connaître à l'étranger la problématique de l'Etat.

11) Améliorer le niveau de vie de la population pour faire diminuer les contradictions existantes.

12) Restructurer le système électoral pour permettre la participation politique et supprimer la frustration populaire, comme fruit d'une démocratie véritable.

13) Réorganiser l'administration publique dans le but de relancer les programmes gouvernementaux, de les mener à bien, de contrôler leur réalisation et d'éviter l'anarchie administrative.

14) Rétablir l'ordre constitutionnel du pays dans un délai impératif, pour que les Guatémaltèques connaissent et exercent leurs devoirs et obligations dans le cadre du libre jeu démocratique.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441